



Le 29 février 2012, ensemble, à l'appel de tous les syndicats d'Europe agissons pour dire

- **Non à l'austérité**
- **Non au dynamitage du code du travail**
- **Non à toutes les attaques contre la Fonction publique et les services publics**
- **Non à la signature d'un nouveau traité européen antisocial**

Tous en grève le 29 février 2012

En Grèce, en Italie et partout en Europe, la crise sert de prétexte à imposer aux peuples et aux travailleurs des cures d'austérité insupportables. Partout des luttes, parfois extrêmement dures, se développent en résistance à des politiques de plus en plus injustes et autoritaires. Partout, en grand nombre, des voix s'élèvent pour dire : *nous n'avons pas à payer l'addition d'un système qui marche sur la tête.*

En France, depuis 5 ans les mesures antisociales conduisant à la dégradation de l'économie et à la paupérisation de la société se sont multipliées. La TVA sociale - dont les effets sur le pouvoir d'achat seraient désastreux - et les « accords de compétitivité » que le Président de la République, avec l'assentiment du MEDEF, entend imposer coûte que coûte en pleine campagne électorale, constitueraient de nouveaux reculs sociaux extrêmement graves. A dire vrai, ces « accords de compétitivité » finiraient par faire voler en éclats le code du travail.

Age de départ à la retraite, conventions collectives, procédures de licenciement, salaire minimum, droit de grève, voire de manifestation, tout devrait passer à la moulinette de la compétitivité, pour une mise en concurrence plus féroce entre salariés, avec comme conséquence de tirer tout le monde vers le bas.

C'est dans ce contexte particulièrement dégradé que le 1^{er} mars prochain les chefs d'Etat et de gouvernement s'apprentent à signer un nouveau traité européen, parfaitement scélérat, élaboré à quelques uns en dehors de toute procédure et consultation démocratique.

Trop c'est Trop. Ne les laissons pas faire.

Déclaration du Comité Confédéral National de la CGT des 1^{er} et 2 février

Le 29 février 2012, ensemble, à l'appel de tous les syndicats d'Europe agissons pour dire non à l'austérité.

Une vaste campagne de culpabilisation se développe. Partout, les salariés s'entendent dire qu'ils coûtent trop cher.

En France, le Président de la République a annoncé deux mesures qui à nouveau vont frapper durement les salariés, les retraités, les privés d'emploi.

Après la réforme des retraites de 2010 et les deux plans d'austérité de 2011, il aggrave la situation en voulant augmenter la TVA, l'impôt le plus inégalitaire, diminuant encore le pouvoir d'achat pour le plus grand nombre de salariés.

La Protection sociale serait une nouvelle fois fragilisée.

Il entend instaurer des accords « compétitivité emploi » légalisant ainsi le chantage des employeurs « emploi contre salaires et temps de travail ». Ces accords ouvrent la voie à la remise en cause d'un pilier essentiel du droit social français et du contrat de travail.

Plus globalement, âge de départ à la retraite, durée légale du travail, conventions collectives, procédures de licenciement, salaire minimum, droit de grève, service public et protection sociale... tout devrait passer à la moulinette de la « compétitivité ».

Partout en Europe, les mêmes logiques sont imposées de façon coordonnée. En effet, les chefs d'État et de gouvernements ont décidé de passer un cran supérieur pour instaurer l'austérité.

Ils s'apprêtent à signer un nouveau traité, le 1^{er} mars prochain, élaboré à quelques uns en dehors de toute procédure et consultation démocratique. Il imposerait un carcan budgétaire et économique à des pays déjà durement touchés par le chômage et la récession. L'austérité s'imposerait à tous encadrant toute négociation au niveau national, sectoriel et d'entreprise et réduisant les capacités d'intervention des organisations syndicales.

Ce traité est contraire à l'Europe sociale à laquelle nous aspirons, il ne ferait qu'alimenter les rejets des solidarités, les replis nationaux, la montée des forces nationalistes et d'extrême droite.

Les syndicats de chaque pays européen réunis dans la Confédération Européenne des Syndicats s'opposent à ce traité.

Ils appellent, ensemble, à agir le **mercredi 29 février 2012** à la veille du sommet européen pour dire **non à l'austérité** et exiger des réponses pour l'emploi et la justice sociale.

Toutes les organisations professionnelles et départementales de la CGT appellent donc les salariés, à se mobiliser dans l'unité syndicale la plus large, à décider de la grève sur les lieux de travail le 29 février 2012 et à participer aux manifestations interprofessionnelles qui seront organisées sur tout le territoire.

La CGT-Culture s'inscrit pleinement dans cette journée du 29 février à l'appel de la Confédération Européenne des Syndicats et de tous les syndicats européens, de la Confédération CGT, de l'UGFF-CGT.

Cette journée contre l'Europe des marchés, pour une Europe des peuples et une Europe sociale nous concerne toutes et tous dans nos revendications les plus concrètes et quotidiennes au ministère de la culture.

La CGT-Culture appelle à la grève le 29 février l'ensemble des personnels du ministère de la culture. Elle dépose un préavis à cet effet.

Soyons les plus nombreux possibles partout sur le territoire dans les manifestations, les rassemblements et toutes les initiatives de lutte unitaires.

Pour plus d'informations :

Le Contrat social en 10 questions

Patronat et gouvernement sont engagés dans une véritable campagne d'intoxication destinée à démolir notre modèle social. La CGT remet les pendules à l'heure avec ce dossier / en ligne :

<http://www.cgt.fr/-Le-Contrat-social-en-10-questions,1448-.html>

Paris, le 15 février 2012